



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Envoyé en préfecture le 10/02/2023

Reçu en préfecture le 10/02/2023

Publié le

S²LOW

ID : 076-217604479-20230207-M_DL230206_019-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt trois, le six février à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 31 janvier 2023 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Étaient présents : 28

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Jean-Pierre LAURENT, Aline MARECHAL, Catherine OMONT, Aliké PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE, Agnès MONTRICHARD

Excusés ayant donné pouvoir : 4

Christel BOUBERT donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Virginie VANDAELE donne pouvoir à Agnès SIBILLE
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Agnès MONTRICHARD


Excusés : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL DU 6 février 2023

Envoyé en préfecture le 10/02/2023
Reçu en préfecture le 10/02/2023
Publié le 
ID : 076-217604479-20230207-M_DL230206_019-DE

M_DL230206_019

EDUCATION ENFANCE JEUNESSE - FRAIS DE SCOLARITÉ - PRÉSENTATION DES COUTS ET APPLICATION DU PRINCIPE DE RECIPROCITÉ POUR L'ANNÉE SCOLAIRE 2022-2023

Madame Fabienne MALANDAIN, 1^{er} Adjointe au Maire – Pour l'année scolaire 2022-2023, la Ville de Montivilliers compte 60 enfants scolarisés vers l'extérieur, 24 en maternelle et 36 en élémentaire, 46 enfants d'autres communes sont scolarisés à Montivilliers, 18 en maternelle et 28 en élémentaire.

Pour les communes extérieures qui scolarisent des enfants à Montivilliers sans recevoir des enfants montivillonnais, je vous propose d'appliquer le tarif de 595,57 € par élève.

Depuis de nombreuses années, la répartition intercommunale des frais de scolarité s'applique en fonction du principe de réciprocité. Chaque Conseil Municipal détermine librement le montant de ses frais de scolarité. Après rapprochement des deux communes concernées, un montant est retenu et chacune peut s'acquitter des dépenses en respectant une exacte parité.

Pour l'année scolaire 2022 – 2023 la dépense prévisionnelle est de 35 734,20 € pour ce qui doit être remboursé aux autres communes. La recette prévisionnelle est quant à elle de 27 396,22 €.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU** le Code de l'Éducation et notamment son article L. 212-8 ;
- VU** la loi 2004.809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales
- VU** le budget primitif de l'exercice 2023 ;
- VU** le calcul des dépenses et recettes de l'année scolaire 2022 - 2023 ;

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L. 212-8 du code de l'éducation, la ville de Montivilliers est tenue de participer aux frais de scolarité des enfants domiciliés à Montivilliers inscrits dans les écoles publiques d'autres communes ;
- Que cette mesure revêt un caractère de réciprocité : ainsi, la ville de Montivilliers demande aux communes dont les enfants sont scolarisés à Montivilliers de participer également aux frais de fonctionnement ;
- Que la contribution communale est obligatoire si cette scolarisation extérieure est liée aux obligations professionnelles des parents lorsqu'ils résident dans une commune qui n'assure pas directement ou indirectement la restauration et l'accueil périscolaire, à l'inscription d'un frère ou d'une sœur dans un établissement scolaire de la même commune, et à des raisons médicales ;

La commission n°1 Vie éducative réunie le 24 janvier 2023 consultée ;

VU le rapport de Madame **Fabienne MALANDAIN**, Adjointe au Maire en charge de l'Enfance et de la Vie éducative, de la Jeunesse, de l'Environnement et des Transitions écologiques ;

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Envoyé en préfecture le 10/02/2023

Reçu en préfecture le 10/02/2023

Publié le



ID : 076-217604479-20230207-M_DL230206_019-DE

- **D'autoriser** Monsieur le Maire à engager les procédures administratives et financières nécessaires ;
- **D'autoriser** Monsieur le Maire à fixer la participation des autres communes aux frais de scolarité à 595,57 € par élève scolarisé à Montivilliers pour l'année scolaire 2022-2023 ;
- **D'autoriser** Monsieur le Maire à régler le paiement des frais de scolarité des Montivillons scolarisés dans les communes extérieures et dont les dérogations auront été accordées par la ville

Imputation budgétaire

Exercice 2023

Budget principal

Sous-fonction et rubriques : 211 : Écoles maternelles

Nature et intitulé : 6558 : Autres contributions obligatoires

Montant estimé de la dépense : 14 293,68 €

Sous-fonction et rubriques : 212 : Écoles élémentaires

Nature et intitulé : 6558 : Autres contributions obligatoires

Montant estimé de la dépense : 21 440,52 €

Sous-fonction et rubriques : 211 : Écoles maternelles

Nature et intitulé : 74741 : Participation des communes

Montant estimé de la recette : 10 720,26 €

Sous-fonction et rubriques : 212 : Écoles élémentaires

Nature et intitulé : 74741 : Participation des communes

Montant estimé de la recette : 16 675,96 €

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.